



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

P 491 ID 1364
P 512 ID 1365
P 498 ID 1366

Dossier suivi par Mme Anne Tescher
Service des Commissions
Tél: +352 466 966 264
Courriel: atescher@chd.lu

Monsieur Fernand Etgen
Ministre aux Relations avec le Parlement

Luxembourg, le 16 septembre 2015

Objet: Pétitions - demandes de prise de position dont le délai de réponse est dépassé

Monsieur le Ministre,

Me référant à l'article 155 du Règlement de la Chambre des Députés, je vous fais tenir ci-joint le relevé des demandes de prise de position au sujet d'une pétition et dont le délai de réponse est dépassé.

Dans ce contexte j'aimerais vous rendre attentif plus particulièrement aux dispositions de l'article 155 (9) du Règlement de la Chambre des Députés qui dit:

"Si la Commission des Pétitions décide de demander une prise de position à un Ministre, elle en informe la commission compétente conformément à l'article 17(1). La prise de position du Ministre est envoyée au Président de la Chambre au plus tard dans un délai d'un mois. Si le Ministre compétent n'est pas en mesure de fournir sa réponse dans le délai prescrit, il en informe le Président de la Chambre tout en indiquant et les raisons d'empêchement et la date probable de la réponse. Le Président de la Chambre peut accorder un délai supplémentaire d'un mois. A défaut de réponse du Ministre à une demande de la Commission des Pétitions dans le délai prescrit, le membre du Gouvernement concerné est invité pour une prise de position orale à la Commission des Pétitions."

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments très distingués.

Mars Di Bartolomeo
Président de la Chambre des Députés

**Relevé des demandes de prise de position
dont le délai de réponse est dépassé**

1. Pétition 491 - Instauration d'une législation définissant clairement les devoirs de toute organisation par rapport à la prévention de mobbing/harcèlement moral sur le lieu de travail, ainsi que la détection et gestion efficace de cas de "mobbing"

Pétition 512 - Contre le harcèlement moral

Lettre au Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire du 17 juin 2015

2. Pétition 498 - Etablissement d'un barème officiel de toute prestation d'un avocat

Lettre au Ministre de la Justice du 8 juillet 2015